

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 10/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARTERRIS Cauquillous (Lavaur)

Les Cauquillous
Route de Saint Sulpice
81500 Lavaur

Références : [81-CRARC-2023-121](#)

Code AIOT : 0006804010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement ARTERRIS Cauquillous (Lavaur), implanté lieu-dit Les Cauquillous, Route de Saint Sulpice, 81500 Lavaur. L'inspection a été annoncée le 20/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTERRIS Cauquillous (Lavaur)
- Lieu-dit Les Cauquillous Route de Saint Sulpice 81500 Lavaur
- Code AIOT : 0006804010
- Régime : Autorisation

Le site est implanté à environ 7 km du centre-ville de Lavaur, dans la zone industrielle des Cauquillous. Ce site industriel existe depuis 1974. La coopérative exerce une activité agricole dans le domaine du traitement et stockage de céréales.

En 1997 et afin de suivre le développement des productions céréalières, ce site a augmenté sa capacité de stockage, passant de 32 300 m³, à 58 207 m³.

La fusion de coopératives du sud de la France, dont le groupe coopératif occitan (GCO), a donné naissance en 2008 à la société coopérative agricole ARTERRIS qui exploite le site depuis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative à la prévention des risques incendies dans les silos

Le référentiel d'inspection est l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
7	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que le rapport de vérification des installations électriques ne permettait pas en l'état d'attester la conformité entière des installations électriques. Une lettre de suite préfectorale est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La personne en charge de la surveillance est le chef de silo.</p> <p>Le plan de formation est établi par le service ressources humaines de la société ARTERRIS. L'exploitant a présenté lors de l'inspection un tableau comportant les formations réalisées par les agents du site. Une formation spécifique à la sécurité dans les silos et au permis de feu a été suivie par ces personnes. Le chef de silo a suivi cette formation en juin 2019. Cette formation est à renouveler tous les 10 ans.</p> <p>Une fiche de suivi détaillée est établie pour chaque personne. Celle du chef de silo nous a été présentée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'exploitant a mis en place plusieurs consignes de conduite des installations et de sécurité. Ont été notamment présentées des consignes de sécurité relative à l'intervention sur les matériels et les équipements, une procédure de permis de feu, des instructions sur l'utilisation du séchoir, le nettoyage des silos, la ventilation des silos. L'exploitant réalise une maintenance et une vérification des appareils de manutention une fois par an avant la collecte. Les résultats de ces vérifications sont enregistrés dans un tableau de suivi partagé entre le responsable métier du grain (responsable d'une zone avec plusieurs silos) et le service maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pour les travaux nécessitant un travail par point chaud, un permis de feu est établi par le responsable du silo. La procédure PTE GS1100 décrit les dispositions et précautions à prendre. Elle prévoit qu'une ronde soit effectuée 2 heures après la fin des travaux pour vérifier l'absence d'odeur ou de fumée... L'inspection a contrôlé 2 permis de feu établis à l'occasion de travaux effectués par des sociétés extérieures sur la ventilation de la tour 2 (18/05/2022) et sur le dépoussiéreur (26/05/2023). Les permis de feu sont correctement renseignés et le contrôle après 2 heures est formalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Les transporteurs sont capotés et sous aspiration. Les convoyeurs à chaîne (redlers) sont équipés de détecteurs de bourrage et de contrôleurs d'intensité. Le seul convoyeur à bande du site est celui situé au niveau des trémies de réception du maïs, mais il n'est plus utilisé. Les élévateurs sont équipés de contrôleurs de rotation. Le système de dépoussiérage est muni d'un système de contrôle différentiel de pression entrée/sortie. Le filtre est muni d'évents en cas d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Le transporteur à bande n'est plus utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. [...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques du 20 octobre 2022 réalisé par l'APAVE, portant sur la vérification complémentaire prévue par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004. Ce rapport ne mentionne aucune observation. Le rapport indique que l'absence d'observation signifie qu'aucun écart ne figure dans les rapports transmis au contrôleur pour la vérification ou que ces rapports ne lui ont pas été transmis. Or, le rapport indique que dans le cadre de la vérification du 20 octobre 2022 plusieurs documents ou rapports n'ont pas été consultés : <ul style="list-style-type: none">- rapport de vérification de l'adéquation ATEX des matériels utilisés en zone ATEX,- rapport de mesures relatif aux conditions de prévention du risque lié à l'électricité statique,- rapport de vérification vis-à-vis des courants électriques vagabonds,- rapport de mesure d'équipotentialité des éléments métalliques. Dans ces conditions, le rapport de vérification transmis à l'inspection ne permet pas d'attester la conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure de contrôle des produits lors de leur arrivée sur le site, qui comprend notamment la mesure de la température et de l'humidité. Selon l'humidité du produit, celui-ci peut être orienté vers un autre site du groupe pour séchage (les sites sont dédiés à certaines céréales pour ce qui concerne le séchage). Les cellules de stockage sont équipées de plusieurs sondes thermométriques, avec chacune 5 points de mesure. Les données sont remontées vers un système de suivi connecté en continu (système Javelot) qui permet d'alerter sur les dérives de températures. La fiche d'instruction FIT 40 329, relative à la ventilation des cellules, prévoit les moyens de détection des points chauds et les actions à mettre en œuvre. Une fiche réflexe est incluse dans cette instruction. Elle prévoit notamment les dispositions d'alerte des pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 2 bornes incendie de débits respectifs 42 m³/h et 52 m³/h et d'une réserve d'eau de 70 m³.</p> <p>En périphérie du site, à moins de 200 mètres, 2 poteaux incendies sont présents avec des débits de 268 m³/h et 115 m³/h.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur le site. Ils ont été vérifiés le 9 mai 2023 (cf. registre de sécurité)</p> <p>L'exploitant a transmis les documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations. Celui-ci fait apparaître les zones à risque d'incendie et/ou d'explosion et les moyens de lutte contre l'incendie, - la procédure PTE DU 1109. Celle-ci définit les actions à mettre en œuvre pour l'accueil des pompiers, - la procédure PTE DU 1108 d'intervention interne en cas de point chaud ou d'incendie sur une cellule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet